

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 11/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GARRET "advancing motion"

ZI Inova 3000
2 rue de l'Avenir
Thaon les Vosges
88150 Capavenir Vosges

Références : S-22-1002RP

Code AIOT : 0006202534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022, dans l'établissement GARRET "advancing motion", implanté ZI Inova 3000, 2 rue de l'Avenir Thaon les Vosges 88150 Capavenir Vosges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'étude réalisée et les dispositions mises en oeuvre par l'exploitant sur les rejets d'eaux usées industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HONEYWELL GARRET SA
- ZI Inova 3000 2 rue de l'Avenir Thaon les Vosges 88150 Capavenir Vosges
- Code AIOT : 0006202534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site implanté à Thaon les Vosges comprend trois unités spécialisées :

- la recherche et le développement (environ 270 collaborateurs),
- la production de turbos en moyenne 5000 turbos/j (environ 290 collaborateurs),
- les services support (environ 47 collaborateurs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution de l'eau

2) Constat

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées, pour la protection de l'environnement, relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration, à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat, qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 1.8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 1.3	/	Sans objet
2	Distillat de traitement des déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 1.4 et 1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de valider la mise en service de l'installation de traitement des eaux usées, et les rejets dans le réseau d'assainissement communal, conformément aux prescriptions définies, dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le distillat de l'unité de traitement des déchets liquides (machine d'évaporation) traitant les eaux de procédés issues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'utilisation des huiles moteurs, liquides de refroidissement et des eaux de condensats des compresseurs du laboratoire d'essais; - des nettoyages (produit lessiviel et nettoyeur haute pression); - des eaux des condensats des compresseurs de l'atelier de production; - des huiles solubles des machines d'usinage ; <p>est rejeté, dans le réseau d'assainissement communal avant d'être traités par la station d'épuration communal.</p>
<p>Constats : Suite à des dépassements sur le paramètre hydrocarbures totaux, l'exploitant a réalisé un diagnostic de son installation de traitement des eaux usées industriels.</p> <p>Afin d'améliorer son installation de traitement, il a mis en place en sortie de son installation, un nouveau dispositif de traitement sur charbon actif. Durant cette période, les effluents en sortie de traitement étaient traités comme des déchets. Les analyses réalisées depuis la mise en place de ce traitement sont conformes, et les effluents peuvent à nouveau être rejetés vers la station d'épuration communale. L'inspection des installations classées considère cette situation comme satisfaisante, et conforme aux dispositions de l'arrêté préfectorale précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Distillat de traitement des déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 1.4 et 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites d'émissions suivantes : Concentration maximale mg/l : - Température maximale < 30 °C- PH 5,5 <pH<8,5- Débit max 7,5 m3/h - Matières en suspension : 600- DCO : 2 000- DBO : 800 - Hydrocarbures totaux : 5- Indice phénols : 0,3 - Composés organiques halogénés (AOX) : 1- Al : 5- Fe : 5- Cu : 2- Cr VI : 0,1- Ni : 2- Cd : 0,2 - Métaux totaux : 15- Azote global (exprimé en N) : 150- Phosphore total (exprimé en P) : 50
Constats : Les résultats d'analyses réalisés après la modification de l'installation de traitement semaines 35 et 37 sont conformes, et n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance des eaux résiduelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2008, article 1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle des effluents et paramètres visés à l'article 4.4.2. sera réalisé un fois par an. À compter de la mise en place de l'unité de traitement des déchets liquides par évaporation et compression mécanique des vapeurs, l'exploitant réalise un contrôle rapproché des paramètres visés à l'article 4.4.2. Un bilan de cette surveillance est communiqué à l'inspection des installations classées, 3 mois suivant la mise en place de l'unité de traitement.
Constats : Suite à la mise en place du nouveau dispositif de traitement, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, un bilan de la surveillance des installations sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet